

LE RETOUR DU NATIONAL-SOCIALISME

Christian Chavagneux

Altern. économiques | *L'Économie politique*

2011/2 - n° 50
pages 5 à 5

ISSN 1293-6146

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2011-2-page-5.htm>

Pour citer cet article :

Chavagneux Christian, « Le retour du national-socialisme »,
L'Économie politique, 2011/2 n° 50, p. 5-5. DOI : 10.3917/leco.050.0005

Distribution électronique Cairn.info pour Altern. économiques.

© Altern. économiques. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le retour du national-socialisme

La poussée électorale du Front national incite à se pencher sur les propositions avancées en matière économique par le parti de Marine Le Pen. On s'aperçoit alors rapidement qu'en plus d'avoir changé de dirigeant, l'extrême droite a changé de doctrine.

Le Pen père était partisan d'un modèle où cohabitaient une priorité donnée à la nation et un ultralibéralisme promouvant une baisse des impôts sur les plus riches, une baisse de la fiscalité des entreprises, le développement de la retraite par capitalisation, etc.

Le Pen fille affiche un discours différent. Certes, la défense de la nation est toujours bien présente, avec la volonté de fermer les frontières commerciales par l'instauration de droits de douane élevés au niveau de la France et non de l'Europe, une fiscalité incitative à la relocalisation de la production et des emplois, la lutte contre le « coût » de l'immigration, le slogan « une nation = une monnaie » avec le choix de sortir de la zone euro, ou encore l'établissement d'un « ministère des Souverainetés ».

Mais l'ultralibéralisme a laissé place à une inspiration sociale. Marine Le Pen défend la nécessité d'un Etat fort : elle promet la fin de la réduction des effectifs dans la fonction publique et une augmentation du salaire des fonctionnaires ; elle souhaite revenir sur la libéralisation des services publics pour les remettre dans les mains de l'Etat. Elle veut rétablir la retraite à 60 ans, combattre l'injustice fiscale qui touche les classes moyennes et surtaxer les profits des compagnies pétrolières.

Marine Le Pen semble ainsi vouloir faire du FN un parti national-socialiste^[1]. La défense des classes moyennes, des retraités, d'un Etat fort et le refus de l'immigration ne sont pas sans rappeler certaines parties du « programme en 25 points » proposé par Hitler en 1920. Son message social fait penser à la stratégie des dirigeants politiques allemands « *achetant chaque jour l'approbation de l'opinion* »^[2]. Le FN a beau avoir un nouveau visage, il nous sert de vieilles idées. ■

[1] Sur le même thème, voir Isaac Joshua, « Quelques réflexions sur la montée du FN », Europe solidaire sans frontières (ESSF), 30 mars 2011 (www.europe-solidaire.org/spip.php?article20916).

[2] Selon l'historien Götz Aly dans *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Histoire », 2005.